

“Laissons-les gouverner mais restons vigilants”

Maroun Lahham, 9/11/2011

Entretien avec S.E. Mgr. Maroun Lahham, Archevêque de Tunis, par Maria Laura Conte

«Je ne peux que confirmer ce que les observateurs internationaux ont déjà constaté : les élections se sont très bien déroulées, de manière correcte, libre et transparente. Je partage l'enthousiasme qu'une grande partie du peuple tunisien – et des médias qui ont couvert les faits – a manifesté par la participation élevée à ce rendez-vous électoral et qu'elle continue d'exprimer maintenant dans cette phase constituante». C'est de cette manière que mons. Lahham résume son jugement à propos du rendez-vous du 23 octobre dernier, les premières élections après la chute du régime de Ben Ali au cours desquelles 90 % de l'électorat se sont rendus aux bureaux de vote et qui ont été remportées par le parti islamique de Al-Nahda.

Mais on peut douter que les désordres qui ont éclaté quelques jours après la nouvelle des résultats électoraux – lorsque les listes du parti PPJD de Hechmi Haamadi ont été exclues – aient jeté une ombre sur cet enthousiasme...

Non, les manifestations en défense de Haammadi se sont immédiatement éteintes, le couvre-feu imposé a duré seulement un jour, la situation est rapidement redevenue normale. Haamadi est un entrepreneur riche qui vit à Londres et de là, grâce à sa télévision, il a géré une campagne électorale aux tons déterminés, sans jamais mettre un pied en Tunisie, une campagne chargée de promesses électorales, surtout centrées sur les biens matériels, les salaires et de l'argent pour les chômeurs. Les gens les plus pauvres l'ont suivi. L'exclusion de ses listes est due à plusieurs facteurs, sans oublier le non-respect de certaines des règles de la campagne électorale et sa proximité ainsi que celle de plusieurs de ses proches de l'ancien régime. En Tunisie si tu es dans l'ombre de Ben Ali, aujourd'hui tu es excommunié.

Et donc qu'attendez-vous en tant qu'archevêque de Tunis ?

Je suis optimiste, les choses se sont bien passées et maintenant il faut respecter la volonté exprimée par le peuple : laisser gouverner ceux qui sont les vainqueurs et vérifier qu'ils suivent bien leur programme. Ce n'est plus le moment d'émettre des objections, mais de permettre aux vainqueurs de travailler durant l'année qui vient jusqu'au prochain rendez-vous électoral. Puis, nous verrons comment le peuple évaluera leurs actions. Il est trop facile d'être toujours dans l'opposition.

Qu'est-ce qui a favorisé ce succès de Al-Nahda selon vous ?

Les 90 sièges obtenus au Parlement ont été une surprise avant tout pour les vainqueurs eux-mêmes. Ils ont gagné parce qu'ils ont employé un langage modéré, ils ont su jouer sur l'Islam de manière intelligente. Mais ils étaient sans aucun doute le parti le plus structuré et ayant une histoire derrière eux. Y compris également une histoire de persécution de la part du régime précédent, un aspect qui est maintenant devenu un honneur, un avantage sur leurs concurrents. Beaucoup, moi y compris, nous craignons que les représentants de cette force politique utilisent un double langage, qu'ils soient ambigus, qu'ils montrent une position modérée, en visant en revanche autre chose.

Mais maintenant ce n'est plus le moment de récriminer à ce niveau. Ils nous demandent de leur donner une possibilité : ils ont obtenu l'approbation des électeurs et celle-ci doit être respectée. À la première manifestation contre eux, ils ont garanti qu'ils s'en iront. Il nous revient maintenant de garder les yeux ouverts pour vérifier si leur comportement est correct, mais aussi de les laisser agir.

Et les autres représentants politiques, comment les voyez-vous?

Il y a eu une grande fragmentation parmi tous ceux qui se sont engagés dans la campagne électorale qui les a affaiblis. Chacun courait pour lui, avec de nombreuses listes personnelles, et une trentaine a emporté un ou deux sièges maximum. Il y a donc environ 60 sièges comment dire "pulvérisés". S'ils avaient été capables de former une coalition, ils auraient battu Al-Nahda.

Qui soutient financièrement ce parti à succès ?

Tous les partis islamiques, n'importe où dans le monde, ont des fonds économiques sur lesquels ils peuvent compter. Ils les reçoivent de leurs adhérents ou des pays du Golfe. De ce point de vue, ils n'ont pas de problème.

Et l'armée quel rôle a-t-elle joué et comment se positionne-t-elle maintenant en Tunisie ?

L'armée a été neutre. Depuis le moment de la révolution jusqu'à aujourd'hui, elle a été proche du peuple et le garant de la sécurité.

Pour vous aussi le modèle de référence valable pour la nouvelle Tunisie pourrait être la Turquie comme le soutiennent de nombreux représentants de Al-Nahda ?

Ils sont nombreux à affirmer ce parallélisme entre la Tunisie et la Turquie. Mais c'est une manière instrumentale d'essayer de démontrer à l'Europe qu'il est possible de conjuguer Islam et démocratie, chose qu'il est difficile de percevoir en Occident, mais qui s'est produite en Turquie. Mais selon moi, ce n'est pas possible de transplanter un modèle d'un pays à un autre : le système turc ne peut être copié et reproposé tel quel chez nous. Notre démocratie doit être une démocratie tunisienne.

Quel rôle ont joué les médias dans cette compétition électorale ?

Bien entendu les newmédias comme Facebook et Twitter ont été très utilisés par les jeunes pour animer le débat, certainement parce qu'ils ne sont pas facilement contrôlables. Mais les médias traditionnels ont explosé en même temps eux aussi : après la révolution, deux télévisions publiques et privées sont nées, et maintenant deux autres sont en train de voir le jour. Tous les programmes prévoient des tribunes électorales, des tables rondes dont le temps est compté afin de permettre à tous les hommes politiques d'exprimer leurs programmes respectifs. Si auparavant les tunisiens se branchaient sur la Rai italienne et sur France2, durant la période électorale tout le monde a découvert les télés tunisiennes, qui n'étaient pas toujours – il faut le reconnaître – impartiales.

Quelles sont maintenant les priorités que devrait affronter votre pays ?

J'en vois deux : le travail et la sécurité. Il faut donner du travail aux jeunes et faire repartir l'économie ; les entreprises étrangères doivent revenir ici pour investir, le tourisme doit être relancé, il faut rétablir les relations avec la Libye. La seconde urgence est la sécurité : on doit travailler en sécurité, la police ne doit pas humilier le peuple, mais elle doit être garante de la situation du pays.

© Reproduction réservée